

### Textes officiels

#### Personnes spécialisées en radiophysique médicale

Un arrêté en date du 18 mars 2009, modifie l'arrêté du 19 novembre 2004 en rappelant les exigences demandées pour la formation, les missions et les conditions d'intervention de la personne spécialisée en radiophysique médicale.

Arrêté du 18 mars 2009, JO du 1<sup>er</sup> avril 2009.

### Actualités

#### Lancement d'une étude nationale sur l'exposition aux PCB

Début avril, l'Afssa et l'InVS ont lancé une étude d'imprégnation aux polychlorobiphényles ou PCB pour savoir si les consommateurs de poissons de rivière étaient plus exposés à ces produits chimiques que la population générale. En effet, ces dérivés chlorés sont persistants dans l'environnement et peuvent s'accumuler dans la chaîne alimentaire en particulier dans certains poissons de plusieurs cours d'eau français. Cette enquête implique 900 foyers de pêcheurs amateurs sur 6 zones contaminées ou non par les PCB. Financée par le ministère chargé de la santé, cette étude s'intègre plus largement dans le plan national d'actions sur les PCB lancé en février 2008 par les ministères chargés de l'Écologie, de l'Agriculture et de la Santé. En effet, les PCB sont des composés chimiques potentiellement dangereux pour l'homme sur le long terme.

Communiqué de presse de l'Afssa et de l'InVS, 7 avril 2009 : [www.afssa.fr](http://www.afssa.fr) et [www.invs.sante.fr](http://www.invs.sante.fr)

#### Plan d'action 2009 de sensibilisation aux poussières de bois

Les ministères chargés du travail et de l'agriculture, la CNAMTS, l'INRS et l'OPPBTP ont organisé en 2008 une campagne nationale de contrôle et de sensibilisation sur le risque cancérigène lié à l'exposition des poussières de bois. S'il existe un dispositif de captage des poussières, la campagne met en évidence une assez mauvaise prise en compte du niveau de risque. Aussi un plan d'action s'est avéré nécessaire pour sensibiliser et informer les employeurs et les salariés et offrir un appui technique et financier aux petites entreprises.

Pour en savoir plus : <http://www.travailler-mieux.gouv.fr/Poussieres-de-bois-Campagne-2009.html>

#### Europe : les substances dangereuses font courir des risques croissants aux travailleurs européens

Un rapport élaboré par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA), intitulé « Expert Forecast on Emerging Chemical Risks » (Prévisions des experts sur les risques chimiques émergents) identifie les risques croissants pour les travailleurs face aux substances dangereuses, qui contribuent à l'apparition de maladies telles que les allergies, l'asthme, l'infertilité et les cancers. On estime que ces substances qui provoquent 74 000 décès par an (10 fois plus que les accidents du travail), sont présentes non seulement dans l'industrie chimique

mais dans certaines professions telles que l'agriculture, les soins infirmiers, le bâtiment, ainsi que dans de nombreuses PME...

[http://osha.europa.eu/fr/press/press-releases/european\\_workers\\_face\\_new\\_increasing\\_health\\_risks\\_hazardous\\_substances\\_01.11032009](http://osha.europa.eu/fr/press/press-releases/european_workers_face_new_increasing_health_risks_hazardous_substances_01.11032009)

## Santé mentale et travail : 26 mars 2009

Devenue un enjeu majeur de santé publique dans les pays industrialisés, la santé mentale a fait l'objet de la 4<sup>e</sup> journée scientifique du Département santé travail de l'InVS. Celui-ci, en partenariat avec la DGS et la DGT ont abordé lors de cette journée, les problèmes de santé mentale liés au travail.

Les résumés des communications sont disponibles sur le site de l'InVS : [http://www.invs.sante.fr/display/?doc=publications/2009/journee\\_sante\\_mentale\\_travail/index.html](http://www.invs.sante.fr/display/?doc=publications/2009/journee_sante_mentale_travail/index.html)

## Organisations européennes de pharmaciens

Le 30 mars 2009, à Copenhague, l'OMS/Europe et le Forum Europharm ont signé un protocole d'accord dans lequel les deux parties s'engagent à intensifier leur collaboration et à conjuguer leurs efforts afin d'élaborer des ressources accessibles pour les pharmaciens de la région européenne de l'OMS. Il s'agit de reconnaître le rôle des pharmaciens dans les systèmes de santé, en les aidant à développer les services et les compétences nécessaires pour répondre aux besoins des patients. En effet, les pharmaciens reçoivent des demandes croissantes dans le domaine de la santé (qui dépassent le cadre de la vente des médicaments) et peuvent veiller à ce que les patients reçoivent leurs traitements dans les meilleures conditions, notamment dans le cas de maladies chroniques, des troubles mentaux, de l'obésité, des soins palliatifs et d'autres domaines...

<http://www.euro.who.int/?language=French>

## Études

### État des lieux de la permanence des soins

Cette enquête du Conseil national de l'Ordre des médecins a été réalisée pendant le mois de janvier 2009. Le questionnaire a été adressé aux 100 conseils départementaux de métropole et d'Outre-mer en décembre 2008. Tous les conseils régionaux ont été également consultés. Les résultats de cette enquête remarquent que plus de la moitié des conseils départementaux estiment que la permanence des soins connaîtra des évolutions en 2009 : certaines sont espérées comme la création de lieux spécifiques pour l'accueil de la permanence des soins ou « points-garde », le regroupement de secteurs en nuit profonde, de moyens financiers pour assurer le transport des malades, le renforcement de la régulation médicale ou encore la participation des internes aux gardes médicales. D'autres évolutions sont redoutées : diminution du volontariat, absence de pérennisation de financement des maisons médicales de garde, non remplacement des départs en zone rurale... Par ailleurs, le nombre important de secteurs où les effecteurs sont en nombre insuffisant et/ou vont le devenir du fait de leur âge peut être un obstacle à l'installation de jeunes praticiens. Une coopération accrue et active des partenaires semble indispensable dans l'organisation de points-garde et du transport des personnes. Enfin, les conseils départementaux souhaitent être associés aux ARS, même s'il reste un important point d'interrogation sur le futur pilotage du dispositif.

Conseil national de l'Ordre des médecins, mars 2009, 48 pages.

## Guides

### Les droits des personnes handicapées

**E**n France, cinq millions de personnes souffrent aujourd'hui d'un handicap : deux millions à mobilité réduite et trois millions handicapés mentaux. Selon une enquête de l'Insee de 2002, douze millions de personnes se déclarent victimes d'une déficience ; le handicap reste une notion encore très subjective, souvent mal utilisée et presque toujours connotée de façon négative. Bien que le classement des handicaps induise la crainte de compartimenter les personnes, la reconnaissance d'un handicap permet de faire valoir ses droits en fonction de la spécificité de son handicap (loi de février 2005, pour l'égalité des droits, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées). Ce guide a pour but d'offrir une meilleure compréhension de l'environnement juridique des personnes handicapées en leur proposant toutes les démarches concernant leur prise en charge et la reconnaissance de leur handicap, que ce soit dans le milieu scolaire, dans leur activité professionnelle, dans leur vie sociale, chez elles ou en établissement...

*Le Particulier Éditions, février 2009, 162 pages.*

### Nutrition et prévention des cancers : des connaissances scientifiques aux recommandations

**E**n s'appuyant sur l'expertise du réseau national alimentation cancer recherche (NACRe), l'Institut National du Cancer met à la disposition des professionnels de santé, une synthèse des connaissances les plus récentes sur les liens entre nutrition et cancers. Les recommandations et les arguments qui en découlent portent plus spécialement sur l'activité physique, la consommation de fruits et légumes et des conseils d'allaitement pour le bénéfice de la mère et de l'enfant. En effet, les résultats des études épidémiologiques, cliniques et expérimentales mettent en évidence l'existence de facteurs alimentaires, nutritionnels ou de mode de vie pouvant influencer le risque de certains cancers.

*INCa, NACRe, janvier 2009, 50 pages.*

## Ouvrages

### Le privé dans la santé : les discours et les faits

**A**u Canada, il est estimé que le rôle de l'État est essentiel pour assurer l'équité dans l'accès aux soins, et pourtant une proportion de plus en plus grande de la population se dit prête à payer pour avoir un meilleur accès aux soins. Pour comprendre ces paradoxes qui ne sont pas propres au Canada, les auteurs de cet ouvrage se proposent d'en étudier le double constat et d'en examiner les conséquences : le premier constat est que les systèmes de santé font face aux mêmes défis (pénuries d'équipements et de personnel dans les hôpitaux, interrogations sur la viabilité économique des régimes publics d'assurance maladie...), le second constat est que les mêmes solutions sont partout explorées mais ne sont que partiellement implantées ou pas du tout. Les conséquences de ces constats sont de deux ordres : le premier concerne l'origine des problèmes et le second porte sur la capacité de réformer les systèmes de santé. Le but de ce livre est ainsi de proposer une réflexion nouvelle sur l'inquiétude que révèle le débat sur la privatisation du système de santé et les auteurs tentent de répondre à trois questions : comment s'énonce le discours prônant de façon constante le besoin de recourir au privé et quels défis pose-t-il au système public ? Que révèle cette demande pour « plus de privé » sur le besoin d'adaptation et de changements du système public, et jusqu'où les aménagements du système devraient-ils aller ? Ce débat peut être conduit selon les termes d'une autre logique... L'enjeu n'est-t-il pas dans la capacité d'adaptation du système de santé plutôt que dans le jeu de ses structures ?

*Sous la direction de François Bélan, André-Pierre Contandriopoulos, Amélie Quesnel-Vallée et Lionel Robert.*

*Les Presses de l'Université de Montréal, novembre 2008, 475 pages.*

## Transplantation d'organes : quelles voies de recherche ?

**E**n France, le nombre des transplantations a augmenté de 45 % depuis l'année 2000. Malgré un succès indéniable à court terme de la transplantation, les patients transplantés peuvent faire un rejet chronique et faire de nombreuses complications à long terme. La période actuelle révèle une évolution des pratiques avec la transplantation de personnes de plus en plus âgées, ayant recours à des greffons prélevés chez des personnes également de plus en plus âgées. En 2006, à la demande de l'Agence de la biomédecine, l'Inserm a réuni un groupe d'une quinzaine d'experts afin de faire le point des connaissances scientifiques, biomédicales et cliniques sur les différentes étapes de la transplantation d'organes solides et de définir, à partir de ces données, des axes prioritaires de recherche en transplantation. A partir de la littérature internationale, l'expertise de l'Inserm a ciblé son champ sur la transplantation d'organes vascularisés chez l'adulte (rein, foie, cœur, poumon), à l'exclusion de la greffe de tissus et de cellules (de ce champ ont été exclues les sciences humaines et sociales).

**Inserm, Expertise collective, mars 2009, 472 pages. À partir de cet ouvrage, ont été élaborés une « synthèse et recommandations » Inserm, Expertise collective, mars 2009, 80 pages. Site de l'Inserm : <http://www.inserm.fr>**

Revue de presse rédigée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone  
télécopie  
internet

Haut Conseil de la santé publique  
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP  
01 40 56 79 80  
01 40 56 79 49  
[www.hcsp.fr](http://www.hcsp.fr)